

**Nations unies - Conseil de sécurité -
Entretien du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies avec le quotidien "Le
Monde"**

(New York, 04 décembre 2018)

Q - Que penser de l'idée d'un siège européen au Conseil de sécurité ?

R - Au-delà même de ses implications pour la France, qui est unanimement reconnue comme l'un des membres les plus actifs du Conseil de sécurité, c'est l'exemple type de la fausse bonne idée. Pour l'Allemagne elle-même, alors que l'objectif commun des diplomaties française et allemande est d'en faire un membre permanent du Conseil de sécurité dans le cadre d'un élargissement du Conseil ; et pour l'Union européenne, dont l'objectif est, par construction, d'avoir le plus grand nombre possible de pays membres représentés au Conseil.

Pour mémoire, il y en a cinq aujourd'hui - France et Royaume-Uni comme membres permanents, Suède, Pologne et Pays-Bas comme membres élus. Quel intérêt les Européens auraient-ils à ne limiter leur présence au Conseil qu'à un siège ?

A cela s'ajoutent les difficultés juridiques et politiques sans doute insolubles de concevoir la présence de l'Union européenne en tant que telle au Conseil, alors que, selon la charte des Nations unies, seuls les Etats sont membres de l'ONU.

Q - Alors, quelle stratégie proposez-vous aux Allemands ?

R - La France et l'Allemagne doivent garder le cap de leur stratégie commune, qui est de peser de tout leur poids pour promouvoir l'élargissement du Conseil de sécurité à plusieurs nouveaux membres permanents : l'Allemagne, mais aussi l'Inde, le Brésil, le Japon et une présence africaine à déterminer.

Chacun reconnaît aujourd'hui que cet élargissement est indispensable pour renforcer la représentativité du Conseil de sécurité et avec elle la crédibilité des Nations unies. C'est cette stratégie qu'il faut poursuivre et réussir. C'est la meilleure option pour la France, pour l'Allemagne et pour l'Europe. C'est la meilleure option aussi pour conforter le multilatéralisme.

Q - Mais ne faut-il pas renforcer la coopération entre Européens au Conseil de sécurité ?

R - En effet, et c'est bien ce que nous faisons. Les pays européens membres du Conseil de

sécurité expriment de plus en plus souvent, chaque fois que c'est possible, des positions coordonnées au Conseil et conjointes devant la presse. C'est ce que nous avons fait il y a quelques jours encore sur la situation en Ukraine. Avec nos partenaires allemands, nous souhaitons tirer parti de l'entrée de l'Allemagne au Conseil de sécurité pour deux ans, à compter du 1^{er} janvier 2019, pour donner un nouvel élan au partenariat franco-allemand à l'ONU.

Nous avons ainsi, avec mon collègue allemand, défini des priorités communes fortes - par exemple sur la gestion des crises, la protection des droits de l'homme, la lutte contre le terrorisme et contre le risque de prolifération des armes de destruction massive. C'est l'objet de la tribune conjointe que nous avons publiée sur ce sujet dans le Financial Times du 13 août.

Les prochaines présidences française et allemande du Conseil de sécurité, qui se suivront - respectivement en mars et en avril 2019 - nous donneront une excellente occasion de renforcer encore ce partenariat./.